

LA RÉVOLUTION SOVIÉTIQUE (1905-1920)...

1- NAISSANCE DU SOVIET:

L'actuelle usine russe conserve encore quelques traits caractéristiques de la communauté slave paysanne, transportés dans le domaine industriel. D'abord par le recrutement même de son personnel, qui vient des champs, - non pas isolément mais en groupe, - et qui conserve avec la terre des attaches collectives. La fabrique s'est installée en Russie comme entreprise seigneuriale ou entreprise d'État, ou encore comme concession étrangère, utilise le travail servile, souvent saisonnier, de larges masses humaines, elle est une cellule sociale presque complète et non pas un élargissement du petit atelier artisanal, fragmentaire, «*anarchique*», né dans l'époque pré-capitaliste. Elle est, pour ainsi dire, née adulte, à l'échelle d'un village, d'un faubourg, d'un quartier de grande ville.

Ensuite, de même que le *mir* paysan, elle constitue un groupement social concret, auquel se rattachent tous les aspects de la vie ouvrière. Dès l'ancien régime, la tendance majeure de l'entreprise industrielle russe est de faire «*tout, soi-même*», et de se suffire. Logement, alimentation, garde des enfants, transports, distraction, sont autant de services annexes. L'usine fait un peu de tout et emploie les corps de métiers les plus divers; ceux-ci, étrangers au syndicalisme compartimenté des trade-unions, ne connaissent d'autre solidarité que celle qui unit les exploités d'une même entreprise. Cela, même dans une grande ville comme Petersbourg, ou Poutiloff, depuis 1860, rassemblait dans un même géant industriel la fabrication des canons et celle des casseroles. L'entreprise créait en Russie, déjà sous les tsars, un lien social très complet et très complexe, à peu près exclusif de tout autre. Et la concurrence, dans un monde ainsi monopolisé, n'intervenait presque pas. Le *tchin* et le *mir*, pôles de l'univers russe, se sont rencontrés et affrontés dans l'usine, comme à la caserne ou dans l'entrepont du Potemkine.

Ces conditions ont déterminé la forme typique de l'organisation de classe des travailleurs russes: le soviét ou conseil d'entreprise.

Dans son principe, le soviét est une délégation nommée par tous et pour la défense des droits de tous; responsable et perpétuellement révocable devant tous; et interprétant, en dehors de toute affiliation spéciale, la tendance des ouvriers à se rendre maîtres de leurs conditions de travail et d'existence.

La naissance du soviét implique un état de rébellion ouverte des masses et une sorte de prise de possession par elles des responsabilités dans l'usine. Elle n'est concevable que dans une ambiance révolutionnaire. Comme «*structuration*» fédéraliste de bas en haut, le système des soviets ou conseils trouve sa base dans l'atelier, la ferme, le hameau, l'équipage de navire, le détachement militaire, pour s'élever de proche en proche à des industries, des villes, des provinces, des flottes, des armées entières. Généralement son apparition a pour préface le travail plus ou moins clandestin d'un réseau de comités de défense ou de grève.

Le premier soviét réuni en 1905 dans la chambre du libertaire Eichenhaum, dit Voline (mort à Marseille, ou il se sacrifia à l'action anarchiste sous l'occupation allemande). De cette chambre, l'idée de l'organisation intégrale et spontanée des masses en lutte allait faire le tour du monde. Nous la retrouvons, sous les formes et les appellations les plus diverses, dans la méthode des I.W.W. américains, des *Arbeiterräte* et *Betriebsorganisationen* germaniques, des *shop-commitees* anglais, des conseils d'entreprises italiens et espagnols; elle a fleuri à Shanghai et Barcelone.

On lui a trouvé des antécédents et des titres de noblesse dans la *Commune de Paris*, première et deuxième du nom, et dans les «*sections*» des sans-culottes de 1793. On pourrait aisément remonter plus haut. Car l'idée soviétique, fille du *mir*, est empruntée aux plus anciennes communautés humaines. Elle porte avec elle tout un atavisme de clan, mis à nu par la crise de la civilisation rationaliste.

2- PRIMAUTÉ DE LA VIE SUR LA «SCIENCE»

En effet, l'organisation politique ou confessionnelle groupe les hommes selon le système de pensée qu'ils reconnaissent et auquel ils s'efforcent de se conformer. L'organisation soviétique les groupe selon leurs conditions et leurs instincts. D'une part ce qu'ils veulent être ou croient être - d'autre part ce qu'ils sont. Or, en matière de révolution, l'existence précède l'essence. «*Je suis, donc je pense*». Telle est la formule de la spontanéité révolutionnaire. Le choix des principes ou des fins exprime l'instinct; celui des moyens, l'être entier. Toute pensée qui se veut politique se place nécessairement du point de vue d'une providence ordonnatrice; du point de vue de l'essence précédant l'existence, ou de l'idée antérieure aux choses. Mais l'homme ne doit pas, pour agir, se mettre à la place de Dieu, incarnation du possible non réalisé. L'homme est réel: il doit arracher au néant les possibles que le néant détient, pour en accroître sa réalité propre, et la réalité du monde de l'homme. La vocation de l'homme est de lutter contre «*Dieu*», comme homme. Non pas de se mettre au-dessus de l'homme, avec «*Dieu*».

Il est curieux que les marxistes aient éprouvé le besoin de faire descendre, - au milieu du monde de l'existence, régi par le matérialisme dialectique, - un principe théologique transcendant qui n'est autre que la Dialectique ou l'Histoire personnifiée, dont le rôle est joué par le *Parti marxiste* lui-même en tant que possesseur de la «*science*» du devenir. Mais il est plus curieux encore qu'ils aient investi «*le Parti*» du rôle d'avant-garde dynamique dans la lutte de classe prolétarienne: comme si c'était la connaissance des desseins de l'histoire qui était susceptible de pousser à l'action et au sacrifice les individus, alors que les «*intérêts humains*», solidairement ressentis, dont ces individus prennent conscience, sont seuls moteurs en ce sens.

Quel est l'activiste, quel est le militant, qui a jamais été poussé à la lutte sociale par un mobile purement intellectuel? Tout au plus peut-on dire que la conviction orgueilleuse d'avoir compris, - ou cru comprendre, - le fonctionnement du monde réel lui inspirera le désir de le dominer, et d'exercer la puissance d'un *deus ex machina* à la faveur de la connaissance qu'il croit avoir des nécessités historiques. Avec orgueil, il se dit volontiers «*révolutionnaire*» et même «*révolutionnaire professionnel*». Mais favoriser, utiliser, limiter, dominer providentiellement le cours des révolutions, ce n'est ni faire la révolution, ni la vivre.

Une révolution n'est jamais la chose d'un parti. Le jour où elle le devient, - par cet oubli du passé et cette projection du présent sur le passé qui est le vice de l'histoire officielle, - c'est qu'elle est morte.

Il est nécessaire de rappeler ici certains faits oubliés par l'histoire officielle, bolchéviste ou antibolchéviste.

L'explication anthropomorphique, -qui est le plus grand ennemi de la vérité en histoire, - présente tout événement comme le produit de l'action concertée d'un homme ou d'un groupe d'hommes. Les acteurs semblent réciter leur rôle dans une pièce historique dont ils connaissent tous les ressorts, le commencement et la fin. C'est exactement le mérite que s'attribue aujourd'hui le *Parti bolchéviste* russe, avec son chef mort, et son chef «*Immortel*».

Nous faisons très largement dans l'histoire russe la part de l'action de parti et de la fonction de «*conscience historique*» que purent exercer les marxistes russes en général et les bolchevistes en particulier. Mais cette action, comme cette conscience, n'appartiennent qu'à la surface des événements, et au domaine de la politique proprement dite.

Le parti bolchéviste a fondé la nouvelle administration dite «*communiste*» sur les bases historiques données par les événements révolutionnaires en Russie, mais il n'a pas fait la révolution.

L'adage policier «*is fecit cui prodest*» est sans force devant des faits de grands envergure; les faits atteignent où la police n'atteint point.

Si, par événements «*révolutionnaires*», on entend ceux qui apportent un changement profond et libérateur dans le comportement des masses, leurs conditions d'existence, et leur moralité, il est indéniable que la Russie, au cours de la première moitié de notre siècle, a traversé de tels événements. Il est également indéniable que le parti bolchevick, actuellement «*Parti communiste de l'Union soviétique*», n'est pas l'auteur de ces événements, qu'il n'en a pas été la cause ni l'instrument décisif.

Il est sans exemple dans l'histoire, qu'une révolution, au sans psychologiquement libérateur de ce mot, ait été œuvre d'un parti politique. Il y a un schéma jacobin, blanquiste ou marxiste, ou même syndicaliste, de la «*prise du pouvoir*» par une équipe gouvernementale préparée d'avance; ce schéma déroule ses ef-

fets comme un plan de destruction et de construction, ou encore comme une opération militaire entre deux armées, - dont l'une prend l'offensive et l'autre épuise ses possibilités de défensive et d'esquive jusqu'à la capitulation finale. Mais ce schéma n'a jamais été réalisé dans un sens socialement révolutionnaire. Il forme le modèle des pronunciamientos militaires, des coups d'État, des putschs et des contre-révolutions fascistes. Il a pour exécutés les Heins Neumann, les Carlo Malaparte et autres «*techniciens*» en pantoufles.

Tout mouvement révolutionnaire libérateur se caractérise par un ensemble de ruptures se produisant de tous les côtés à la fois dans les institutions juridiques, économiques et morales d'une nation, de manière à mettre en cause le monopole politique de l'État et à lui substituer une «*indiscipline organisée*». Lorsque ce refus d'obéissance porte en soi les bases d'un ordre social et moral plus authentique, il y a véritablement révolution. La révolution ne consiste pas dans la transmission forcée du pouvoir d'un parti à un autre, - ni même d'une coalition politique à une autre; elle consiste dans l'entrée en activité autonome, - dans la prise de responsabilités et d'initiatives, - des élites et des masses populaires, jusque-là «indifférentes», étrangères à toute conspiration politique.

En ce sens, on peut affirmer avec l'écrivain marxiste Otto Ruhle, auteur d'un ouvrage d'ensemble sur les Révolutions d'Europe, «*Die Revolution ist kein Parteisache*» Non! la révolution n'est pas l'affaire d'un parti, ni des partis, elle n'est pas une affaire de parti!

3- RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

Le système des soviets a été, pendant la première moitié du 20^{ème} siècle, la formule expérimentale de l'action des masses à la recherche de leur essence et de leur vérité. Les «*partis révolutionnaire*», eux, ont toujours oscillé entre deux formules: le totalitarisme exercé par un seul parti, et le majoritarisme exercé par une assemblée des partis rivaux, par une assemblée constituante du nouveau pouvoir d'État. En Russie, jusqu'en 1918, tous les partis, nominalement, étaient pour la Constituante. Elle était inscrite dans leur programme, à tous. En réalité, tous aspiraient au pouvoir monopolisé par un seul parti. Les partis K.D. et social-révolutionnaire de droite, successeurs du tsarisme déchu, étaient pour la Constituante, et refusaient de la convoquer! Les partis de gauche, formant l'opposition, exigèrent alors la Constituante et chassèrent en son nom Kérénsky et Kornilov. La coalition dirigée par Lénine prit le pouvoir. Mais dès lors la Constituante était un obstacle, puisqu'elle faisait place aux partis de droite. A peine convoquée, elle fut dissoute, et l'on parla de «*donner tout le pouvoir aux soviets*» où les partis de gauche étaient plus fortement représentés. En réalité cette formule cachait de la part de chaque fraction politique de gauche une manœuvre pour éliminer les autres et consolider son propre pouvoir sur les Soviets. Les Soviets, dont l'expérience de 1905 avait signalé à l'attention de tous la valeur révolutionnaire, n'étaient inscrits au programme d'aucun parti. L'idée improvisée de leur octroyer la liberté, l'idée de leur «*donner le pouvoir*» était une formule creuse et démagogique. On ne donne jamais le pouvoir au peuple. On l'exerce en son nom. On ne lui octroie jamais de libertés qu'il n'ait déjà prises.

Qui avaient mis en vacances la «*légalité*» tsariste en 1905? Qui avait, en février-mars 1917, donné à l'ancien régime son congé définitif? Qui avait brisé dans chaque localité l'autorité des nobles, des possesseurs d'usines, des chefs militaires? Qui avait entrepris, sans attendre d'ordre de personne, la socialisation des moyens de production, d'échange, de transport, et de défense? Qui administrait en réalité les chemins de fer, les fabriques, les casernes, les communautés rurales? Qui opposait aux réactionnaires russes et alliés comme aux envahisseurs allemands l'unanimité d'une résistance populaire défiant toute invasion? L'histoire écrite au jour le jour, par des témoins authentiques des événements russes de 1917 à 1921, nous répond sans ambages: les Soviets nommés par les travailleurs, pour la plupart politiquement et syndicalement inorganisés; les Soviets d'usine, de village, de bataillon, de navire, instruments de l'autogouvernement des masses.

Après la «*liquidation*» par les bolchevistes de tous leurs concurrents politiques et le «*ressaisissement*» du Comité central contre les déviations ouvriéristes, syndicalistes et anarchisantes, les Soviets étaient devenus à leur tour l'ennemi numéro un du parti unique. A quoi en effet aurait-il servi d'avoir maintenu victorieusement le principe du centralisme «*démocratique*», selon lequel un simple bureau politique dirige, nomme, révoque, exclut, admet, - isolément ou en masse, - tous les adhérents du parti totalitaire, - si ces mêmes adhérents, joints à la masse des sans-parti, avaient conservé la possibilité de prendre, sur place, et de bas en haut, toutes les Initiatives exigées par la situation, dans les organes d'auto-administration qu'étaient les Soviets?

L'empire que l'historien Alexandre Herzen qualifiait de tartaro-byzantino-allemand s'intitulait lui-même

«*Empire russe*». Cette appellation était basée sur une fiction: la fiction de l'intégration du *mir* (commune rurale) à la nation gouvernée par le *tchin* (administration d'État).

La réduction du *mir* au *tchin* reste la grande œuvre du marxisme russe. A travers toutes les péripéties de deux révolutions et de deux contre-révolutions. La forme contemporaine du *mir*, c'est le soviét. La forme contemporaine du *tchin*, c'est le *Parti communiste*. En apparence, le Parti a absorbé le Soviét. C'est ce qui permet à l'Empire de se nommer aujourd'hui «*Union Soviétique*»: légalement, le système des Soviets n'existe plus. Il y a un siècle passé que le marquis de Custine écrivait: «*En Russie, les noms sont les mêmes qu'ailleurs, mais les choses sont tout autres. Il est vrai que les noms sont tout pour les Russes*».

Effectivement. Il subsiste un «*nom*» de soviets, et un «*nom*» d'élections, qui combinés ensemble, donnent «*élections aux Soviets*», les listes sur lesquelles on est appelé à voter étant, pour plus de sûreté, dressées par le *Parti communiste*. Mais il n'est pas vrai que «*les noms*» soient tout pour les Russes. L'obligation de participer à une parodie démocratique complètement creuse n'est qu'une humiliation de plus infligée au sens profondément anti-politique de la masse russe, et une amère dérision de ses souvenirs révolutionnaires.

Lorsqu'en mars 1921 s'est produit le bain de sang qui accompagne toute contre-révolution triomphante, et que la nuit s'est faite sur l'embouchure glacée de la Néva, - des paroles se sont glacées dans l'air du large, du côté même d'où était venue la lumière avec les canons libérateurs du croiseur «*Aurora*». Ces paroles étaient celles du suprême manifeste des marins révolutionnaires massacrés dans l'Île de Cronstadt. Elles proclamaient les soviets libres, la déchéance des nouveaux privilégiés, la *Troisième révolution* des hommes, sans classes, ni frontières. Elles en appelaient au peuple russe et au monde entier du guet-apens où avaient été attirés, comme dans une guerre des mercenaires, ceux qui marchaient depuis cinq ans pour la cause du peuple, à la pointe de tous les combats. Et elle affirmait le respect dû à la pensée et à la personne de chaque travailleur.

En cette expression achevée de l'Idée soviétique, se réalisait l'union de la liberté occidentale et de la solidarité russe; et cela en une formule trop parfaite pour que l'écho en fût perdu pour l'avenir.

André PRUNIER.
